

SAUR

Société par actions simplifiée au capital de 101.529.000 €
Siège social : 11 chemin de Bretagne, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
339 379 984 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 30 JUIN 2025**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024****DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

L'Associé Unique, après avoir constaté l'existence d'une perte nette de (52.452.598,29) €, décide de l'affecter de la façon suivante :

Perte de (52.452.598,29) €

Affectation en compte « report à nouveau » (52.452.598,29) €

Dont le montant créditeur passe de 56.057.239,50 € à 3.604.641.21 €.

Conformément aux dispositions légales, l'Associé Unique prend acte de ce qu'il a été distribué au titre des trois derniers exercices les dividendes suivants (en euro par action libérée) :

EXERCICES	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
DIVIDENDE (en €) par action	0	0	13,50 €

Certifié conforme,

Le Président

DocuSigned by:
 Patrick BLETHON
5C4D91A49FB0479...

SAUR

Société par actions simplifiée

11 Chemin de Bretagne

92130 Issy-Les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

KPMG S.A.
Tour Egho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92006 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

SAUR

Société par actions simplifiée

11 Chemin de Bretagne

92130 Issy-Les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'associé unique de la société SAUR

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAUR SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2024 s'établit à 683 M€, sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe « Immobilisations financières » des Principes, Règles et Méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.
- Le chiffre d'affaires de votre société est constitué notamment par une estimation au titre des volumes d'eau consommés mais non encore facturés en fin d'année, comme indiqué au paragraphe « Ventilation du chiffre d'affaires » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à s'assurer du caractère approprié de ces méthodes, apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues et vérifier que les notes donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion inclut une estimation du nombre de factures émises non réglées à la date de clôture dont le terme est échu prévue par cet article.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 27 juin 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

 DE NUCÉ Bertrand

 LEFEVRE Xavier

Bertrand de Nucé

Xavier LEFEVRE

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	181 895	154 069	27 826	64 814
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	9 537 181	4 817 966	4 719 215	4 480 663
Fonds commercial	2 579 658	220 000	2 359 658	2 359 657
Autres immobilisations incorporelles	279 079 584	193 350 677	85 728 907	100 502 504
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	291 378 317	198 542 712	92 835 605	107 407 638
Terrains	7 096 858	2 425 617	4 671 240	4 733 068
Constructions	48 018 297	35 149 178	12 869 120	12 014 898
Installations techniques, matériel	143 096 648	120 193 098	22 903 550	26 808 704
Autres immobilisations corporelles	236 650 770	137 919 867	98 730 903	80 742 748
Immobilisations en cours	48 178 230	0	48 178 230	35 887 997
Avances et acomptes	0	0	0	22 050
TOTAL immobilisations corporelles	483 040 803	295 687 760	187 353 042	160 209 465
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	990 974 405	308 117 419	682 856 986	683 097 239
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	432 346	100 738	331 608	227 765
Prêts	139 704 873	0	139 704 873	103 293 957
Autres immobilisations financières	1 827 842	0	1 827 842	9 467 148
TOTAL immobilisations financières	1 132 939 466	308 218 157	824 721 309	796 086 109
Total Actif Immobilisé (II)	1 907 358 586	802 448 629	1 104 909 957	1 063 703 212
Matières premières, approvisionnements	34 851 720	0	34 851 720	35 661 681
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	34 851 720	0	34 851 720	35 661 681
Avances et acomptes versés sur commandes	1 714 223	0	1 714 223	3 563 542
Clients et comptes rattachés	1 058 591 534	49 202 642	1 009 388 892	984 940 777
Autres créances	163 449 861	8 413 463	155 036 398	129 990 885
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	1 222 041 395	57 616 105	1 164 425 290	1 114 931 662
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	3 670 716	0	3 670 716	7 065 802
TOTAL Disponibilités	3 670 716	0	3 670 716	7 065 802
Charges constatées d'avance	53 201 556	0	53 201 556	44 191 738
Total Actif Circulant (III)	1 315 479 611	57 616 105	1 257 863 506	1 205 414 425
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecart de conversion actif (VI)	11 888		11 888	0
Total Général (I à VI)	3 222 850 085	860 064 734	2 362 785 351	2 269 117 637

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 101 529 000	101 529 000	101 529 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		10 152 900	10 152 900
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		10 152 900	10 152 900
Report à nouveau		56 057 240	109 484 467
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-52 452 598	-53 427 228
Subventions d'investissement		1 570 567	1 706 501
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		116 857 108	169 445 640
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		14 906 022	12 765 612
Provisions pour charges		86 091 479	92 388 814
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		100 997 500	105 154 426
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		52 062 526	44 832 405
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 375 480 826	377 959 773	344 888 408
TOTAL Dettes financières		430 022 300	389 720 813
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		537 223 669	506 817 279
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		243 804 955	241 970 011
Dettes fiscales et sociales		243 517 191	240 716 866
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8 826 749	6 491 135
Autres dettes		664 502 558	592 594 808
TOTAL Dettes d'exploitation		1 697 875 122	1 588 590 099
Produits constatés d'avance		17 014 441	16 206 660
TOTAL DETTES (IV)		2 144 911 863	1 994 517 572
Ecart de conversion Passif (V)		18 879	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		2 362 785 351	2 269 117 638

Compte de résultat - Partie 1

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue biens	866 764 829	0	866 764 829	848 131 443
Production vendue services	720 259 897	0	720 259 897	712 812 477
Chiffres d'affaires nets	1 587 024 725	0	1 587 024 725	1 560 943 920
Production stockée			0	0
Production immobilisée			72 532 375	64 308 418
Subventions d'exploitation			265 356	-13 987
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			109 862 069	108 626 476
Autres produits			14 271 120	5 576 889
Total des produits d'exploitation (I)			1 783 955 646	1 739 441 716
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			636 459	370 611
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			8 195 185	18 084 142
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			950 392	-11 249 607
Autres achats et charges externes			1 260 240 337	1 238 725 489
Impôts, taxes et versements assimilés			18 802 824	18 594 491
Salaires et traitements			260 839 367	251 924 171
Charges sociales			103 525 137	104 678 084
Dotations d'exploitation	Dotations aux amortissements		74 672 561	73 768 332
	sur immobilisations	dont montant de l'amort. du fonds de commerce	0	0
		Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		48 990 539	43 871 149
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		12 915 931	10 378 947
Autres charges			35 130 229	29 018 285
Total des charges d'exploitation (II)			1 824 898 960	1 778 164 094
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-40 943 315	-38 722 378
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			21 666 554	7 621 398
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	16 217
Produits financiers de participations			10 073 116	16 887 091
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			3 900 325	1 514 066
Autres intérêts et produits assimilés			134 909	428 287
Reprises sur provisions et transferts de charges			4 744 101	17 141 842
Différences positives de change			27 576	159 149
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			18 880 027	36 130 435
Dotations financières aux amortissements et provisions			10 509 888	22 158 302
Intérêts et charges assimilées			27 052 617	17 606 006
Différences négatives de change			98 774	32 109
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			37 661 279	39 796 417
RÉSULTAT FINANCIER			-18 781 253	-3 665 982
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-38 058 013	-34 783 179

Compte de résultat - Partie 2

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 627 719	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 782 522	6 188 984
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 046 170	10 478 406
Total des produits exceptionnels (VII)	9 456 410	16 667 390
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 572 104	22 752 744
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	201 884	3 404 364
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 236 838	7 220 311
Total des charges exceptionnelles (VIII)	23 010 827	33 377 419
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-13 554 416	-16 710 029
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	1 563 466
Impôts sur les bénéfices (X)	840 169	370 553
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 833 958 637	1 799 860 939
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 886 411 235	1 853 288 166
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-52 452 598	-53 427 227

**REGLES, METHODES
ET FAITS SIGNIFICATIFS**

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite. Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

METHODES D'EVALUATION

Immobilisations Incorporelles

Les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice. Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont inscrites à l'actif et amorties sur une durée de 3 ans.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Les fonds commerciaux liés à des contrats représentatifs d'avantages économiques futurs et pouvant être évalués de manière fiable sont inscrits en Fonds de Commerce et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat auquel ils sont attachés. Les immobilisations à durée de vie illimitée font l'objet de test de valeur à chaque clôture.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

Durée de vie :

Constructions	20 ans
Agencements	10 ans
Compteurs	10 ans
Outillage d'exploitation	4 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 8 ans
Véhicules spécialisés	8 ans
Micro-informatique	3 ans
Matériel de bureau	18 mois à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

Production immobilisée

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

Les dépenses directes :

- achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
- frais de personnel (charges incluses)
- impôts et taxes
- services extérieurs directement liés à la production
- Les prestations internes directement liées à la production.
- Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.
- Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc...) ou charges constatées d'avance.
- Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

Amortissements

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

Amortissements Exceptionnels

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

Immobilisations Financières

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

Provisions réglementées

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées à leur encaissement et sont reprises en résultat exceptionnel au rythme des amortissements des immobilisations correspondantes. Les subventions ayant pour contrepartie des immobilisations non amortissables (ex : terrains) sont amorties linéairement sur 10 ans.

Provisions pour Risques et Charges

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

Provision pour renouvellement
Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
Provision pour travaux d'entretien différé
Provision pour litiges
Provision pour amendes et pénalités
Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
Provision pour amortissements de caducités
Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
Autres provisions pour Risques et Charges

Provisions pour Renouvellement

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 Le programme : le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens. En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.
D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte. Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

Provisions pour Pertes à Terminaison

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison. Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

Provisions pour avantages au personnel

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation. Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

Dépréciation des éléments d'actif

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

- Dépréciation des immobilisations
- Dépréciation des créances rattachées à des participations
- Dépréciation des stocks
- Dépréciation des créances
- Etc...

Evaluation des stocks

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

Dettes et Créances en Monnaies Etrangères

Emprunts - Prêts - Factures fournisseurs et clients - Créances et dettes diverses :

L'évaluation de ces dettes et créances est effectuée sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté. La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes transitoires figurant au bilan. La perte latente éventuelle est provisionnée à 100%.

Disponibilités libellées en monnaies étrangères :

L'évaluation est faite sur la base du dernier cours de change précédant la date d'arrêté. La différence constatée entre cette évaluation et le montant comptabilisé est directement inscrite à des comptes de résultat (perte ou gain de change).

Travaux d'entreprise

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement. Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

Transferts de charges

Les comptes 791 – Transferts de charges – sont ventilés en fonction de la nature de la charge transférée. Ces comptes de produits constatent des remboursements de charges de personnel, des sinistres, des refacturations de charges intragroupes et des transferts en charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel

Il constate les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie du résultat d'exploitation de la société.

En 2024, il est principalement constitué des coûts du projet Sharing Saur ouvert aux salariés du groupe pour l'augmentation du capital de HIME et des coûts de restructuration relatifs aux plans de réorganisation et de productivité.

Crédit d'Impôt Recherche

Les comptes présentés font état d'un Crédit d'Impôt Recherche de 521 K€ au titre de l'exercice 2023.

FISCALITE

Notre société est intégrée dans un périmètre d'intégration fiscale dont la société tête de groupe est :

HIME
11 chemin de Bretagne
92 130 ISSY LES MOULINEAUX

Relations avec les entreprises liées

Toutes les transactions significatives avec des parties ont été conclues à des conditions normales de marché.

CONSOLIDATION

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenues ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

FAITS SIGNIFICATIFS

Réorganisation 2024 de l'Eau France

Une nouvelle réorganisation de l'Eau France a vu le jour en février 2024, avec une concentration des Directions Régionales existantes (passage de 11 à 5 DR), sans modifier les périmètres des Directions d'Exploitation tels qu'issus de la « Transf'Organisation » (sauvegarde de la stabilité terrain), avec la responsabilité des activités :

- Exploitation/Opérations
- Expertise
- Bureau d'Etudes
- Commerce
- Relation Client, Facturation, Encaissement

Les 5 nouvelles DR avec chacune leur Vice Président :

- DR Bretagne
- DR Nord-Est
- DR Nord-Ouest
- DR Sud-Ouest
- DR Sud-Est

Opérations sur titres

La société a procédé en 2024 à la création des sociétés :

- Saur Building Water Solutions
- Saur doo
- Saur VPD doo
- Vilivia Assainissement

D'autre part, les titres des sociétés Sellor et SEM Quimper Evènements (participations minoritaires) ont été cédés en 2024.

INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT

Actif immobilisé

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		181 895	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		270 931 594	0	22 773 252
Terrains		6 925 748	0	187 258
Constructions	Sur sol propre	22 682 914	0	839 581
	Sur sol d'autrui	335 051	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	22 605 592	0	1 748 239
Installations techniques, matériel et outillage industriels		142 843 967	0	6 169 482
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	156 038 008	0	39 824 969
	Matériel de transport	49 398 148	0	2 591 766
	Matériel de bureau et mobilier informatique	23 842 204	0	2 648 281
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		35 887 997	0	12 290 233
Avances et acomptes		22 050	0	0
TOTAL (III)		460 581 680	0	66 299 810
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		988 520 771	0	2 640 120
Autres titres immobilisés		332 493	0	185 588
Prêts et autres immobilisations financières		112 761 106	0	37 007 305
TOTAL (IV)		1 101 614 370	0	39 833 013
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		1 833 309 539	0	128 906 074

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	181 895	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	2 508 423	291 196 422	0
Terrains		0	16 149	7 096 858	0
Constructions	Sur sol propre	0	106 557	23 415 939	0
	Sur sol d'autrui	0	0	335 051	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	86 525	24 267 307	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	5 916 801	143 096 648	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	35 876 182	159 986 795	0
	Matériel de transport	0	1 772 723	50 217 192	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	43 701	26 446 784	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	48 178 230	0
Avances et acomptes		0	22 050	0	0
TOTAL (III)		0	43 840 687	483 040 803	0
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	186 486	990 974 405	0
Autres titres immobilisés		0	85 735	432 346	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	8 235 695	141 532 716	0
TOTAL (IV)		0	8 507 916	1 132 939 466	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		0	54 857 027	1 907 358 586	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		117 080	36 989	0	154 069		
Fonds commercial		0	0	0	0		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		163 588 770	37 293 650	2 493 776	198 388 643		
TOTAL I		163 705 850	37 330 638	2 493 776	198 542 712		
Terrains		2 192 680	232 937	0	2 425 617		
Constructions	Sur sol propre	16 958 489	582 265	106 557	17 434 197		
	Sur sol d'autrui	142 929	26 415	0	169 345		
	Installations générales, agencements	16 507 242	1 123 924	85 530	17 545 636		
Installations techniques, matériels et outillages		116 035 263	8 377 241	4 219 406	120 193 098		
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	93 529 231	20 559 737	35 873 057	78 215 911		
	Matériel de transport	37 279 097	3 133 258	1 711 740	38 700 614		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	17 727 286	3 306 145	30 089	21 003 342		
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		300 372 217	37 341 923	42 026 379	295 687 760		
TOTAL GENERAL (I + II)		464 078 067	74 672 561	44 520 156	494 230 472		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Fonds comm.	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL I	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0		
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0		

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	9 303 047	3 377 912	3 127 460	9 553 499
Provisions pour garanties	150 000	150 000	0	300 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	11 888	0	11 888
Provisions pour pensions	4 502 477	0	913 099	3 589 378
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	64 068 271	1 747 854	4 694 480	61 121 645
Provisions pour gros entretien	8 566 037	5 579 959	5 145 709	9 000 286
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	18 564 595	6 899 609	8 043 400	17 420 804
TOTAL (II)	105 154 427	17 767 222	21 924 149	100 997 500
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	305 423 531	7 072 000	4 378 112	308 117 419
Provisions sur autres immos financières	104 727	38 112	42 101	100 738
Provisions sur stocks	140 432	0	140 432	0
Provisions sur comptes clients	44 215 185	49 202 642	44 215 185	49 202 642
Autres provisions pour dépréciations	6 511 887	1 901 576	0	8 413 463
TOTAL (III)	356 395 763	58 214 330	48 775 831	365 834 262
TOTAL GENERAL (I + II + III)	461 550 190	75 981 553	70 699 980	466 831 763
Dont dotations et reprises d'exploitation		61 906 470	59 871 597	
Dont dotations et reprises financières		10 509 888	4 744 101	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		3 527 083	6 046 170	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Justifications de l'utilisation des provisions et dépréciations

RUBRIQUES	Reprise Exploitation	Reprise Financière	Reprise Exceptionnel	TOTAL REPRISES
Provisions autres litiges	0			0
Provisions litiges avec le personnel	1 201 641		796 825	1 998 466
Provisions franchises accidents	1 128 994			1 128 994
Provisions pour litiges	2 330 635	0	796 825	3 127 460
Provisions pour garanties	0			0
Provisions pour avantage au personnel durant l'emploi	913 099			913 099
Provision pour renouvellement MEM garantie	4 694 480			4 694 480
Provisions pour entretiens différés	5 145 709	0	0	5 145 709
Provisions risques filiales NC	0	0	0	0
Autres provisions pour charges NC	2 959 356		4 722 044	7 681 400
Autres provisions pour risques NC	0	0	0	0
Provisions charges de fin de chantier Ct	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 959 356	0	4 722 044	7 681 400
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	16 043 280	0	5 518 869	21 562 149
Dépréciation titres de participations	0	4 378 112	0	4 378 112
Dépréciation comptes clients	43 687 884	0	527 301	44 215 185
Dépréciation débiteurs divers	0	0	0	0
DEPRECIATIONS	43 687 884	4 378 112	527 301	48 593 297
TOTAL GENERAL	59 731 164	4 378 112	6 046 170	70 155 446

Utilisation de la provision	Provision devenue sans objet	TOTAL UTILISATIONS
0	0	0
1 311 474	686 992	1 998 466
786 305	342 690	1 128 994
2 097 779	1 029 682	3 127 460
0	0	0
0	913 099	913 099
4 694 480	0	4 694 480
4 927 677	218 032	5 145 709
0	0	0
4 446 008	3 235 392	7 681 400
4 446 008	3 235 392	7 681 400
16 165 943	5 396 206	21 562 149
0	4 378 112	4 378 112
44 215 185	0	44 215 185
0	0	0
44 215 185	4 378 112	48 593 297
60 381 128	9 774 318	70 155 446

Charges à payer

Charges à payer	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTE FINANCIERES		
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	243 804 955	151 213 071
Dettes fiscales et sociales	243 517 191	100 698 713
Autres dettes exploitation	664 502 558	32 724 796
DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	8 826 749	5 876 143
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses		
TOTAL HT	1 160 651 453	290 512 723
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à recevoir		17 836 129
TOTAL TTC	1 160 651 453	308 348 852

Produits à recevoir

Produits à recevoir	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUIT A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	141 532 716	1 123 970
CREANCES D'EXPLOITATION		
Créances clients et comptes rattachés	1 058 591 534	863 563 274
Autres créances exploitation	149 233 926	19 331 035
CREANCES DIVERSES	14 215 932	149 931
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITES	3 670 716	
TOTAL HT	1 367 244 824	884 168 209
A déduire : TVA sur factures à établir et avoirs à établir		18 567 279
TOTAL TTC	1 367 244 824	902 735 488

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
SERVICES EXTERIEURS	31 555 474	0	0
RENOUVELLEMENT RESEAU ET EQUIPEMENTS	21 646 082	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	53 201 556	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES	7 748 032	0	0
PRODUCTION VENDUE TRAVAUX	8 227 065	0	0
AUTRES PRODUITS	1 039 344	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	17 014 441	0	0

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			139 704 873	1 134 388	138 570 486	
Autres immos financières			1 827 842	0	1 827 842	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE			141 532 716	1 134 388	140 398 328	
Clients douteux ou litigieux			100 946 218	100 946 218	0	
Autres créances clients			957 645 317	957 645 317	0	
Créances représentatives de titres prêtés			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			722 273	722 273	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 085 492	1 085 492	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		736 518	736 518	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée		70 889 195	70 889 195	0	
	Autres impôts		3 785 029	3 785 029	0	
	Etat - divers		18 074 084	18 074 084	0	
Groupes et associés			35 782 378	35 782 378	0	
Débiteurs divers			32 374 893	32 374 893	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT			1 222 041 395	1 222 041 395	0	
Charges constatées d'avance			53 201 556	50 709 453	2 492 103	
TOTAL DES CREANCES			1 416 775 667	1 273 885 236	142 890 431	
Prêts accordés en cours d'exercice			663 961			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			225 438			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			136 352	136 352	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			51 926 175	51 926 175	0	0
Emprunts et dettes financières divers			377 959 773	2 478 947	375 480 826	0
Fournisseurs et comptes rattachés			243 804 955	243 804 955	0	0
Personnel et comptes rattachés			53 894 159	53 894 159	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			55 131 082	55 131 082	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		1 836 812	1 836 812	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée		121 002 993	121 002 993	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		11 652 145	11 652 145	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8 826 749	8 826 749	0	0
Groupes et associés			61 405 298	61 405 298	0	0
Autres dettes			615 179 207	615 179 207	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			17 014 441	17 014 441	0	0
TOTAL DES DETTES			1 619 770 142	1 244 289 316	375 480 826	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			397 533 691	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			352 000 000			

Ecarts de conversion

Ecarts de conversion en EUR d'éléments chiffrés en devises

Cours employés pour la conversion des dettes et créances en devises étrangères		
Devises	Date du cours de conversion	Cours en EUR
GBP	31/12/2024	1,2060
QAR	31/12/2024	0,2488
AED	31/12/2024	0,2624
SAR	31/12/2024	0,2565
USD	31/12/2024	0,9626

Comptes concernés		Ecarts de conversion	
N° de Compte	Libellés	Actif	Passif
476200	SAUR INTERNATIONAL WATER SERVICES LLC	4 120	
476200	NESTOR BOND CONSULTING LIMITED	1 794	
476200	SAUR SAUDI ARABIA	5 862	
476200	AMAZON WEB SERVICES EMEA	81	
476200	84 CODES AB	25	
476200	RENT A CAR UK LIMITED	6	
477100	SMAP WATER JV		18 879

Impositions différées

Nature	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Amortissements dérogatoires						
Provisions pour investissement						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Congés payés						
Participation des salariés	1 666 666			1 666 666		
C3S	2 436 391		2 625 761	2 436 391	2 625 761	
Effort de construction						
Compte Epargne Temps	12 178 362		12 272 871	12 178 362	12 272 871	
Autres provisions non déductibles						
Plus-values de fusion						
TOTAL HT	16 281 419		14 898 632	16 281 419	14 898 632	

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			- 52 452 598,29
Impôts sur les bénéfices			1 581 768,00
RESULTAT AVANT IMPOT			- 50 870 830,29
- Provisions pour investissements			
- Provisions sur immobilisation			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provisions spéciales de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluation dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			- 50 870 830,29

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Nombre au 31/12/2024	Valeur nominale
	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice		
Actions ordinaires Actions amorties Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) Actions préférentielles Parts sociales Certificats d'investissement	4 854 483			4 854 483	
TOTAL	4 854 483			4 854 483	

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		169 445 640,00
Distributions sur résultats antérieurs		-
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		169 445 640,00
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	135 935,46	
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	52 452 598,29	
Solde	52 588 533,75	-
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		116 857 106,25

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023	Variation
Répartition par secteur d'activité					
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 360 623 172	-	1 360 623 172	1 346 754 835	1%
TRAVAUX	193 865 614		193 865 614	189 054 991	3%
AUTRES PRESTATIONS	32 535 939	-	32 535 939	25 134 095	29%
TOTAL	1 587 024 725		1 587 024 725	1 560 943 921	0

Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Affaires bénéficiaires	Résultat global	Résultat transféré
- SEP PAIMPOL	477 829	382 263
- SEP STESUD STEREAU	33 183	16 592
- SEBRIE	56 664	36 831
- COMPAGNIE DINARDAISE DES EAUX	52 647	52 542
- SAUR RELAIS	21 392 249	21 178 326
Total	22 012 572	21 666 554

Affaires déficitaires	Résultat global	Résultat transféré
Total		

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES et PARTICIPATIONS	INFORMATIONS FINANCIERES	CAPITAL	QUOTE-PART DE CAPITAL DETENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	CAUTIONS ET ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRES D'AFFAIRES HT DE L'EXERCICE	RESULTAT : BENEFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE DANS L'EXERCICE	OBSERVATIONS
				BRUTE	NETTE						
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS CI-DESSOUS											
1 - Filiales (détail) capital détenu > 50%											
FRANCE											
ACCM ASSAINISSEMENT		100 000	100,00%	100 000	-			5 946 253	224 420	137 500	
ACCM EAU		200 000	100,00%	200 000	200 000			6 632 587	(282 999)	494 800	
AGGLOPOLE PROVENCE ASSNT		200 000	100,00%	200 000	129 000			9 700 425	92 086	677 300	
ALLIANCE ENVIRONNEMENT HOLDING		9 586 549	100,00%	21 107 663	21 107 663			2 901 664	390 399		
ALLIANCE NOUVELLE AQUITAINE		40 000	100,00%	2 618 792	564 600			2 198 142	45 647		
ASUR ANALYSE MESURES		8 000	100,00%	708 000	708 000			2 570 773	101 164	89 600	
BIOVALOR		100 000	100,00%	1 165 678	1 165 678			875 759	(213 010)	158 200	
CALITI		850 594	51,00%	433 803	433 803			1 259 725	(68 306)		
CIE DES EAUX DE ROYAN		1 792 000	76,36%	21 518 089	6 842 089			9 513 682	450 616	206 615	
CIE DINARDAISE DES EAUX		15 000	99,80%	15 214	15 214			(1 929)	0,00		
CISE REUNION		152 440	100,00%	16 484 873	9 984 873			46 170 549	(1 395 323)		
CISE TP		463 712	100,00%	10 568 046	2 302 000			87 033 507	(555 797)		
EAUX DE DINAN ASSAINISSEMENT		320 000	60,00%	192 000	187 000			4 601 439	(220 213)		
EAU DE GARONNE		300 000	100,00%	300 000	300 000			25 417 410	(851 624)	159 000	
ECOSTATION		50 000	100,00%	50 000	-			18 342 871	9 781 493		
EVJ - SCET		30 510	100,00%	1 026 239	945 278			2 433 064	(4 168)		
FINPEX		973 800	100,00%	1 768 409	1 328 409			0,00	(188 844)	58 000	
GEM - Gestion des Eaux de Montauban		100 000	100,00%	3 533 900	0			13 265 763	351 655		
GESAV - Gestion des Eaux de Valenciennes		100 000	100,00%	100 000	-			18 534 180	493 392	193 000	
GRIM'HOLD		200 000	100,00%	200 000	200 000			0,00	(11 503)	40 000	
HYDROSERVICE DE L'OUEST		225 000	100,00%	564 125	564 125			8 428 658	(340 960)	293 250	
MARNEO		50 000	100,00%	50 000	-			18 287 847	1 276 002		
ODANA		50 000	100,00%	50 000	50 000			1 200 885	(211 919)		
SAINT AFFO		300 000	55,00%	165 000	165 000	918 017		1 307 232	12 989		
SATEG		40 000	100,00%	5 000 665	5 000 665			15 443 679	107 915	167 500	
SAUR BWS		2 330 000	85,00%	1 980 500	1 980 500			0,00	825 277		
SAUR DERICHEBOURG AQUA		40 000	51,00%	1	1			0,00	62 624		
SAUR GUADELOUPE		1 067 140	100,00%	8 263 722	0			10 596 816	2 718 320		
SAUR INTERNATIONAL		15 000 000	100,00%	333 843 460	124 529 460			3 850 000	(615 678)		
SAUR MARTINIQUE		445 580	100,00%	9 847 209	3 700 000			7 470 954	(2 093 482)		
SAUR RELAIS		1 500	99,00%	1 509	1 509	92 806 367		0,00	0,00		
SAUR SMART WATER		5 000	100,00%	5 000	5 000			0,00	444 545		
SAUR SUD LOIRE		200 000	100,00%	200 000	200 000			11 992 957	2 652 184		
SEBRIE		38 000	65,00%	175 939	175 939			2 260 166	0,00		
SEMOP O'PERIGORD NONTRONNAIS		300 000	60,00%	180 000	180 000			2 721 978	(63 169)		
SE3R (Service des eaux des 3 Rivières)		50 000	100,00%	50 000	50 000			12 538 006	(780 159)	1 264 375	
SEPIG		150 000	89,77%	9 797 420	1 434 020			1 749	488 165		
SEPIG EAU		250 000	100,00%	250 000	250 000			18 032 594	(896 215)		
SEPIG ASSAINISSEMENT		500 000	100,00%	500 000	500 000			15 942 828	1 487 146		
STEREAU		5 000 000	100,00%	73 750 000	34 000 000			60 433 624	(4 561 626)	6 034 476	
SUDEAU		200 000	100,00%	2 964 989	2 964 989			22 771 399	(3 052 276)		
TECHNI-VISION		15 244	100,00%	446 893	94 893			579 922	(8 878)		
TERRE DES 3 FRERES		100 000	100,00%	100 000	100 000			1 424 395	(288 889)		
VILVIA ASSAINISSEMENT		650 000	100,00%	650 000	650 000			0,00	456		
ETRANGER											
NIJHUIS SAUR INDUSTRIES BV (NSI BV)		310 404 011	97,57%	447 517 106	447 517 106	39 013 233		-	(5 847 000)		
SAUR DDO		5 200	100,00%	5 200	5 200			-	(46 000)		
SAUR VDP		8 667	51,00%	4 420	4 420			-	(20 000)		
2 - Participations (détail) 10% < capital < 50%											
FRANCE											
CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES		225 000	12,00%	27 000	27 000						
ENTENTE ORLEANAISE		169 860	17,58%	39 312	39 312						
SEMILOM		480 000	24,17%	110 526	110 526					99 500	
STE DES EAUX DU HAUT BUGEY		50 000	19,90%	9 950	9 950						
ETRANGER											
EMALSA		28 248 000	33,00%	11 214 749	11 214 749			67 089 000	22 729 000		
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS											
3 - Filiales											
a. filiales françaises				150	150						
b. filiales étrangères				996	996						
4 - Participations											
a. dans sociétés françaises				245 558	153 955						
b. dans sociétés étrangères					-						

(1) Dans la Devise Locale

(2) En Euros

Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres ETAM	1 263 5 540	
TOTAL	6803	

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées	N E A N T		
- Crédits alloués			
- Rémunérations allouées (4)			

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n°94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	107 332 332
Engagements en matière de pension	32 047 982
Autres engagements données	139 380 314
- Garantie Scotia Water Dalmuir LTD	11 800 000
- Garantie CTEP France SNC	31 200 200
- Garantie NWC	13 500 000
- Garantie Ashgal	28 500 000
- Garantie Technip Energies France qatar Branch	23 500 000
TOTAL	247 880 514